

PAYSANS ENTREPRENEURS Interview

# «Les initiants utilisent des arguments fallacieux pour faire peur aux gens»

**Respectivement président et vice-président de l'organisation Paysans entrepreneurs, SAMUEL GUGGISBERG et FERNAND ANDREY s'engagent en faveur d'une agriculture productive. Ils luttent activement contre les initiatives antiphytos.**

**Il y a tout juste deux ans, vous avez fondé la communauté d'intérêts Paysans entrepreneurs (Ndlr: en allemand Bauern Unternehmen). Quel était alors votre but?**

**Samuel Guggisberg:** Nous voulons promouvoir une agriculture productive, moderne et rationnelle. Nous nous sommes donnés comme mission d'informer le grand public sur ce que fait l'agriculture suisse et de défendre les agriculteurs suisses. Nous ne cherchons pas à opposer production et écologie. Notre but n'est pas de maximiser la production par hectare, mais de trouver l'optimum pour produire des denrées alimentaires de très haute qualité sur nos surfaces tout en utilisant le moins d'intrants possible et en respectant les ressources naturelles. Aujourd'hui, nous comptons plus de 500 membres, principalement des agriculteurs, mais aussi des agroentrepreneurs et des personnes proches du monde agricole.

**Il existe déjà de nombreuses organisations de défense professionnelle chapeautées par l'Union suisse des paysans (USP). Leur travail n'est-il pas suffisant?**

**Fernand Andrey:** Nous n'avons rien contre l'USP. Au contraire! Nous avons des contacts réguliers avec ses re-



Samuel Guggisberg (à g.) et Fernand Andrey souhaitent une politique agricole qui favorise la responsabilité entrepreneuriale de l'agriculture suisse.

présentants. Mais l'USP doit défendre l'ensemble des organisations paysannes, y compris les producteurs bios ou Demeter. Ces derniers ont d'ailleurs leurs propres organisations. Mais nous avons constaté que personne ne défend spécifiquement les paysans productifs, qui représentent pourtant près de 80% de la branche.

**Avez-vous envisagé un rapprochement avec l'Association suisse pour un secteur agroalimentaire fort (ASSAF), qui semble partager la plupart de vos positions?**

**F. A.:** Effectivement, notre organisation et l'ASSAF ont des valeurs et des opinions communes. A titre personnel, je suis d'ailleurs aussi membre de l'ASSAF. Mais cette structure rassemble des acteurs de

l'ensemble du secteur agroalimentaire. Tandis que Paysans entrepreneurs se focalise sur les intérêts des producteurs.

**Actuellement, votre site internet n'existe qu'en allemand. Avez-vous l'intention de vous étendre en Suisse romande?**

**S. G.:** La volonté est clairement là. Nous venons d'engager une personne à temps partiel dans ce but. Cela va venir. Pour notre campagne contre les initiatives antiphytos, nous avons déjà mis placé de nombreux panneaux en français dans les champs de Romandie.

**Quelles sont les principales raisons pour lesquelles vous rejetez en bloc la version de la PA22+ proposée par le Conseil fédéral?**

**F. A.:** L'ensemble des propositions contenues dans la

PA22+ va dans le sens d'une extensification de l'agriculture. Cela induirait une diminution du taux d'autoapprovisionnement. La sécurité alimentaire n'est pas assez prise en compte dans ce projet. On ne peut pas orienter systématiquement notre politique agricole sous la pression des milieux de l'environnement, imposer une extensification de la production en Suisse et importer toujours plus de nourriture. La PA22+ est une nouvelle chasse aux primes élaborée sous la pression du lobby des organisations écologistes. On parle souvent du lobby agricole à Berne. Mais les milieux de l'environnement sont aussi extrêmement forts.

**Vous êtes donc satisfaits de la décision prise vendredi dernier par la Commission de l'économie et des rede-**

**vances du Conseil des Etats, qui proposera à la Chambre haute du Parlement de suspendre cette PA22+?**

**S. G.:** Il s'agit en effet d'une décision courageuse, que nous saluons. Nous avons bon espoir que le Conseil des Etats suive sa commission en plénum. Cette politique agricole doit être rediscutée. Actuellement déjà, l'agriculture suisse utilise les ressources naturelles de façon efficace. Cela doit être reconnu. La pression sociétale exercée sur l'agriculture n'a jamais été aussi forte qu'aujourd'hui. Les médias grand public relayent très fortement les arguments anxigènes, et souvent faux, des détracteurs de notre agriculture. Nous devons aussi reconnaître que nous n'avons pas assez bien communiqué par le passé.

**Vous combattez également les initiatives antiphytos. Quels sont les principaux arguments que vous mettez en avant?**

**F. A.:** A première vue, l'initiative populaire «Pour une eau potable propre et une alimentation saine» peut paraître sympathique. Tout le monde souhaite cela. Mais les initiants oublient que l'eau, en Suisse, est la meilleure du monde. Si l'on considère l'évolution de la consommation de produits bios, on constate qu'elle ne suit pas l'augmentation des surfaces exploitées selon ce mode de production. La population ne souhaite donc pas acheter davantage de denrées labellisées en bio. Enfin, les initiants utilisent des arguments fallacieux dans le but de faire peur aux gens, par exemple avec le glyphosate ou la disparition supposée des abeilles. Je demeure très confiant parce que l'histoire que les politiques de la peur n'ont jamais résisté dans

le temps. Quand la polémique fait face à la vérité, elle s'estompe.

**Vous avez aussi mis en évidence des parties de parcelles non traitées pour montrer les conséquences que pourrait avoir l'acceptation de ces initiatives. L'USP avait pourtant renoncé à une telle démarche...**

**S. G.:** A la base, nous avions prévu cette action plus ou moins en même temps que l'USP. Quand cette dernière a renoncé, nous avons repris notre idée initiale. Nous sommes plus libres que l'USP qui doit aussi défendre les intérêts d'autres organisations agricoles, comme Bio Suisse. En fait, nous ne faisons que montrer les témoins non traités de nos cultures et les expliquer à la population. Cette année par exemple, la pression du mildiou était forte. Si nous nous avions les mêmes moyens qu'il y a 200 ans, sans produits pour protéger nos cultures, nous aurions connu une famine.

**Allez-vous vous impliquer encore davantage dans ces campagnes et si oui, comment?**

Nous avons déjà posé plus de 2500 panneaux «Protégé» dans des champs, de la vallée du Rhin aux campagnes genevoises. Ils ont permis d'entamer d'intéressantes discussions avec des consommateurs. Enfin, nous sommes aussi actifs politiquement, sans être lié à un parti. Il n'y a pas d'élu dans notre comité, ce qui nous permet de parler avec tout le monde.

PROPOS RECUEILLIS  
PAR VINCENT GREMAUD

**SUR LE WEB**

www.bauern-unternehmen.ch

JURA

## Des fleurs aux côtés des betteraves

**Avec le soutien du collectif Chevêche, AgriJura et JuraSucre ont incité la mise en place de bandes fleuries pour pollinisateurs sur l'emplacement des tas de betteraves de l'année dernière.**

Des plantes sauvages indigènes, riches en pollen et nectar. En plus d'attirer le regard par une floraison de toute beauté, les bandes fleuries favorisent les pollinisateurs en leur offrant habitat et nourriture. Semées avant le 15 mai et mises en place pendant au moins 100 jours, les bandes fleuries jouent un rôle intéressant pour combler le manque et améliorer l'offre en nourriture pour les pollinisateurs et autres auxiliaires pendant les mois d'été. Parmi les différentes plantes qui s'y développent, citons la centaurée, la phacélie, le bleuet ou encore le sarrasin.



Un panneau explicatif accompagne chaque bande fleurie. SP

AgriJura et JuraSucre, l'organisation des betteraviers jurassiens, ont obtenu le soutien du collectif Chevêche pour mettre à disposition de la semence. «Bien que l'action ait été proposée tardivement, six exploitations ont participé sur un total de 1,3 hectare. Un joli début qui motivera certainement de nouveaux producteurs à y prendre part pour les

prochaines années», explique Michel Darbellay, directeur d'AgriJura, en relevant que d'autres bandes fleuries ont également été mises en place en dehors de cette action.

Les bandes fleuries ont pour la plupart été ensemencées sur les emplacements des tas de betteraves chargés en fin d'année 2019. Parfois, cela ne représente pas beaucoup

de surface (maximum possible de 0,5 ha par bande fleurie) mais l'intérêt est d'amener de l'habitat et de la nourriture aux pollinisateurs de manière dispersée dans le territoire. En favorisant ainsi les insectes, pollinisateurs et autres auxiliaires, les bandes fleuries profitent également à d'autres espèces comme la chouette chevêche qui voit ainsi l'offre et la diversité des proies augmenter dans son milieu.

Un panneau explicatif accompagne chaque bande fleurie. Objectif: expliquer la démarche aux promeneurs de passage. Le partenariat avec le collectif Chevêche illustre une démarche constructive et win-win. «Cette action concrète en faveur de l'environnement colle parfaitement avec la durabilité du sucre suisse dont l'empreinte environnementale est de 30% inférieure à celle du sucre importé de l'Union européenne», ajoute Patrick Roth, président de JuraSucre.

Brèves

### Un organe de médiation pour la filière viande

Proviande a créé un organe de médiation en faveur du bien-être des animaux pour identifier précocement, grâce à des signalements issus de la filière, les infractions aux dispositions légales en matière de protection des animaux. Cette nouvelle prestation permet d'introduire rapidement des mesures pour remédier aux abus. Pour Proviande, les cas d'infractions relatives à la protection des animaux nuisent à la réputation de la filière viande et les abus qui passent inaperçus font souffrir inutilement les animaux de rente. L'expérience a montré que certaines infractions graves dans le domaine de la protection des animaux perduraient déjà pendant une longue période alors qu'elles étaient connues de quelques personnes indirectement ou directement impliquées. Nous reviendrons plus en détail sur cette création dans notre prochaine édition. SP

### Plus d'étudiants à Agriviva

Lors de son assemblée générale, Agriviva a pu faire le bilan d'une année avec un nombre total stable de participants et plus d'étudiants. L'année prochaine, l'organisation fêtera son 75<sup>e</sup> anniversaire. En 2019, 1408 jeunes ont participé à un programme Agriviva dans une ferme, a souligné le directeur général Ueli Bracher lors de l'assemblée générale. Ils ont soutenu les familles d'agriculteurs avec 21000 jours de travail. L'augmentation de 11,1% du nombre d'écoliers participants est particulièrement réjouissante, a-t-il ajouté. Les comptes annuels 2019 ont été clôturés avec un petit bénéfice de 2317,25 francs. SP